

Le Rouage

Le bulletin d'information du
Conseil permanent de la jeunesse

Le Rouage - Volume 3 numéro 9 - Février-Mars 2004

Dossiers jeunesse : le CPJ inquiet

L'immobilisme du gouvernement libéral en matière jeunesse inquiète de plus en plus le Conseil permanent de la jeunesse. Presque un an après son élection, le gouvernement tarde toujours à donner des orientations claires en matière jeunesse.

Pourtant, dans une lettre adressée en juin 2003 au ministre responsable de la jeunesse et premier ministre, M. Jean Charest, le Conseil identifiait une vingtaine de dossiers qui concernent directement les jeunes du Québec. Mais le gouvernement ne fournit toujours pas des indications précises sur la majorité d'entre eux et sur plusieurs enjeux définis par d'autres organisations jeunesse.

En fait, depuis son élection, une seule annonce en matière jeunesse a été faite par le gouvernement, soit la création du Défi de l'entrepreneuriat le 17 février dernier. Le gouvernement libéral n'a également rencontré qu'une seule fois les groupes jeunes depuis son arrivée au pouvoir, le 18 juin 2003.

Le CPJ se demande également où en est le plan d'action jeunesse 2002-2005. Quel est son état d'avancement? Et quand commencera-t-on à discuter du prochain plan d'action jeunesse, celui pour 2005-2008?

La jeunesse devait pourtant être une priorité du gouvernement comme on peut le lire dans le programme électoral du Parti libéral. Le décrochage scolaire, la conciliation famille-travail, la prévention du suicide, la

toxicomanie, le développement durable : autant d'enjeux mis de l'avant lors des dernières élections mais encore en attente de gestes concrets.

Le Conseil a notamment pris les devants sur un des dossiers jeunesse : le retour des jeunes en région. Il a formé un groupe de travail chargé de formuler des recommandations au gouvernement pour rétablir la tendance démographique en région. Le groupe, composé d'organismes jeunes et appuyé par quelques ministères, a ainsi remis son rapport contenant sept propositions au premier ministre, le 21 janvier dernier (voir article en page 3).

Le Conseil espère que le gouvernement donnera suite à cette série de mesures, de même qu'aux autres dossiers jeunesse. D'ailleurs, dans les jours qui viennent, le Conseil permanent de la jeunesse intensifiera les discussions avec les groupes jeunes du Québec. Il élaborera avec eux un plan d'action afin de remettre les dossiers jeunes à l'agenda gouvernemental.

Sommaire

Dans ce numéro, lisez sur le retour des jeunes en région (page 3) et sur les embauches dans la fonction publique québécoise (page 4)

INVITATION

REMIxER LA CITÉ

Lancement du Rapport de recherche et Forum de discussion

CONSTAT

Les jeunes issus de l'immigration occupent, en moyenne, 7% des postes décisionnels dans les organisations nationales de la jeunesse québécoise. Pourtant, ces mêmes jeunes forment environ 20% des jeunes de 18 à 29 ans au Québec!

POURQUOI?

Y a-t-il des obstacles à la participation citoyenne?
Quelles peuvent être les pistes d'action pour accroître la participation de tous les jeunes?

Le Conseil permanent de la jeunesse et le Conseil des relations interculturelles vous invitent à en discuter, le samedi 20 mars au Centre St-Pierre, à Montréal, lors d'un Forum de discussion, dans le cadre de la Semaine d'actions contre le racisme. Venez donc rencontrer des jeunes provenant d'horizons social, communautaire ou politique différents, afin d'engager un dialogue nécessaire pour jeter les ponts entre les jeunes de tous les milieux.

Lieu et heure

Samedi le 20 mars 2004, 9h30 à 16h30
Centre St-Pierre (salle Fernand Daoust)
1212, rue Panet à Montréal (métro Beaudry)

Information

Frédéric Tremblay
Conseil permanent de la jeunesse
Sans frais (800) 363-1049
Cellulaire (418) 670-1954
frederic.tremblay@cpj.gouv.qc.ca
www.cpj.gouv.qc.ca

Dans le cadre

**le racisme,
ça se passe entre
les deux oreilles**

**SEMAINE D'ACTIONS
CONTRE LE RACISME
DU 19 AU 28 MARS 2004**



Des incitatifs pour donner un coup de jeunesse aux régions !

Le Conseil permanent de la jeunesse a rendu public le 11 février dernier à Gaspé le rapport du Groupe de travail sur le retour des jeunes en région. Un document qu'il a également présenté au ministre des Finances Yves Séguin le 4 mars dernier en consultations prébudgétaires.

Ce groupe, mis en place à l'initiative du CPJ, avait le mandat de fournir au premier ministre Jean Charest des propositions afin d'inciter les jeunes à revenir ou à s'installer dans les régions du Québec. Lors de la dernière campagne provinciale, le Parti libéral du Québec avait effectivement pris l'engagement électoral de mettre en place des incitatifs pour faciliter le retour des jeunes en région.

Le rapport contient sept recommandations pour donner un véritable coup de jeunesse aux régions. Le Groupe de travail propose notamment un crédit d'impôts pour l'emploi en région, un programme de support aux stages, un remboursement d'une partie de la dette d'études d'un étudiant qui décide de revenir en région, et l'élimination de certaines barrières administratives qui restreignent la mobilité des jeunes.

Ces mesures constitueraient de nouveaux outils pour des réseaux qui favorisent le retour des jeunes en région, comme Place aux jeunes, un organisme financé à la fois par le gouvernement québécois et par un partenaire privé important, Desjardins. Des moyens qui, s'ils sont mis en place,

favoriseront les efforts de ces organismes pour le plein potentiel des régions.

Une campagne de publicité sur les régions du Québec est également proposée, de même qu'une politique de régionalisation de l'immigration.

Des jeunes intéressés à revenir

Le Groupe de travail rappelle aussi que les jeunes sont très intéressés à venir vivre en région... si les conditions s'y prêtent. Les circonstances les plus attirantes sont notamment l'emploi, et c'est au moment de leur diplomation que les jeunes sont le plus mobiles.

C'est pourquoi le Groupe de travail propose l'élimination de barrières administratives. Par exemple, certains postes offerts par la fonction publique québécoise sont limités à une région en particulier. Ainsi, un jeune de Gaspé qui étudie à Québec ne peut postuler sur un poste offert par la fonction publique à Gaspé, parce qu'il n'habite plus le territoire. Une opportunité de moins pour l'inciter à revenir dans sa région.

Le financement de ces mesures proviendrait d'une partie des 200M\$ prévus dans le programme du Parti libéral pour les régions. Le Groupe de travail estime que ces engagements pour la vitalité des régions doivent se concrétiser à très court terme, comme il l'a mentionné en consultations prébudgétaires.

Le rapport est disponible sur le site Internet du CPJ : www.cpj.gouv.qc.ca

Gel des embauches dans la fonction publique

La présidente du Conseil du trésor, Monique Jérôme-Forget, a annoncé dernièrement un gel des embauches pour des emplois réguliers dans la fonction publique jusqu'au 30 avril 2004. Une annonce qui précède une nouvelle politique de la main-d'oeuvre qui sera rendue publique ce printemps.

Pourtant, en septembre dernier, l'entourage de la présidente du Conseil du trésor affirmait qu'il n'était pas question d'un gel des embauches dans l'administration publique. On mentionnait seulement que le rythme de recrutement de nouveaux fonctionnaires allait tourner au ralenti.

La ministre spécifie qu'il ne s'agit pas d'un exercice de compression, mais d'une mesure visant à freiner l'augmentation des effectifs.

Compressions

La réduction de la taille de la fonction publique est pourtant à l'ordre du jour du gouvernement. Déjà, 263 occasionnels d'Emploi-Québec risquent de perdre leur emploi en raison de compressions de 15 millions \$ dans la masse salariale. D'autres pertes d'emploi chez les occasionnels, souvent des jeunes, sont à prévoir au cours des prochains mois, selon certaines informations.

Pour l'année 2004-2005, les ministères devront en effet réduire leurs dépenses d'environ 10%. Les précisions sont toutefois attendues au dépôt des crédits 2004-2005 vers la fin du mois de mars.

À pareille date l'an dernier, 800 fonctionnaires permanents avaient été embauchés. En fait, malgré les départs massifs des dernières années, les effectifs de l'appareil gouvernemental n'ont cessé d'augmenter.

Ainsi, au 31 mars 2003, le nombre d'employés dans la fonction publique était de 74 069, soit près de 3 000 de plus qu'en 2002 et 5 800 de plus qu'en 2001. Les jeunes de moins de 35 ans constituent 14,6% de l'effectif de l'administration publique en 2002, comparé à 13,7% en 2001, 13,6% en 2000 et 14,6% en 1999.

LU DANS LES MÉDIAS

"Sans fixer d'échéancier, je vous dirais que c'est une question de semaines ou de mois. On espère en arriver à une entente le plus rapidement possible."

Claude Béchard, ministre de la Solidarité sociale et de la Famille, sur une résolution du litige avec Ottawa concernant les congés parentaux.

"On se demande toujours si on doit parler de suicide ou pas... Moi, je pense qu'il faut en parler, mais d'une bonne façon. Autrement, ce serait comme se mettre la tête dans le sable."

Marieloup Wolfe, réalisatrice de Voir un ami pleurer, une nouvelle vidéo pour aider à prévenir le suicide chez les jeunes du primaire.

"Il est clair que trop de jeunes boudent la formation professionnelle au secondaire. C'est un problème difficile à résoudre. Sur 500 000 étudiants inscrits au secondaire, seulement 6 000 environ choisissent la formation professionnelle."

Jean-Pierre Proulx, président du Conseil supérieur de l'Éducation, qui se penche à l'heure actuelle sur la question de la formation professionnelle.

"Par rapport à l'an dernier, la situation du Québec s'améliore en matière de création d'entreprises si on se compare aux autres régions canadiennes où la situation se détériore."

Nathaly Riverin, chercheure aux HEC, lors du 21e colloque annuel de la Fondation de l'entrepreneurship.

Soirée d'information et de discussion
Prends ta place dans la fonction publique
dans le cadre de la Semaine d'action contre le racisme

Une **carrière** dans la **fonction** **publique** pour les jeunes issus de l'immigration...

*Est-ce possible?
Comment faire?*

ENTRÉE LIBRE
lundi 22 mars 2004
18h à 21h



Conférence

« *Le service public: une carrière et une vocation* »



M. Robert Abdallah
Directeur général de la Ville de Montréal

Séance d'information

« *Le processus de recrutement et les perspectives de départ dans la Fonction publique* »

Mme Ludny Franklin
Conseillère en gestion des ressources humaines
Secrétariat du Conseil du trésor

Table-ronde

« *La diversité au sein de la fonction publique québécoise: enjeux et défis* »

Mme Patricia Rimok
Présidente du Conseil des relations interculturelles du Québec
M. Frederico Fonseca
Coordonnateur du projet « Solidarité jeunesse »
Ministère de l'Emploi et de Solidarité sociale
M. Jean-Claude Icart
Coordonnateur de l'observatoire international sur le racisme et les discriminations

Cocktail

BÍLÝ KŮŇ (salle O PATRO VÝŠ):
365 Mont-Royal Est (Métro Mont-Royal)
Renseignements et réservations:
(514) 842-2400 p. 2108

www.forumjeunessedeliledemontreal.org

Une invitation du Forum jeunesse de l'île de Montréal en partenariat avec Jeunesse noire en action



Black Youth in Action



Fonds Jeunesse Québec



↔ Directement du Centre de documentation

Des statistiques pour les jeunes

L'Institut de la statistique du Québec (ISQ) vient de mettre en ligne son site jeunesse qui contient une multitude de données qui intéresseront sûrement les jeunes. On y trouve entre autres des statistiques sur la culture, la santé, la population, l'éducation, des reportages sur des thématiques jeunesse avec chiffres à l'appui et même un volet pédagogique où les statistiques sont démystifiées. À cliquer!

<http://www.stat.gouv.qc.ca/jeunesse/default.htm>

Choisir sa carrière

Le centre de documentation du CPJ vient de recevoir la septième édition du guide les Carrières d'avenir 2004. Ce bouquin est un excellent outil pour quiconque s'intéresse à la formation et à l'emploi. Le guide présente plus de 600 entrevues réalisées auprès d'établissements d'enseignement, d'employeurs, d'économistes et d'organismes observateurs du marché du travail. Cette enquête révèle une tonne d'informations sur les diplômés les plus recherchés, les secteurs d'emploi qui recrutent le plus et les perspectives d'emploi dans les 17 régions du Québec. Des dossiers ont également été réalisés entre autres sur l'emploi et la démographie et l'économie du Québec.

Les carrières d'avenir 2004, 7e édition. Les éditions Ma Carrière, 2004.

////////////////////////////////////

L'état de la population

Les dernières données démographiques de l'Institut de la statistique pour le Québec ont été dévoilées ce mois-ci. On y apprend notamment que :

- La population du Québec est de 7,5 millions en 2003. Elle croîtra jusqu'à 8,1 millions en 2003, avant de décliner.
- Les jeunes de 0 à 19 ans étaient au nombre de 1,8 millions en 2001. Ils seront 1,6 millions en 2011 et 1,4 millions en 2051. À ce moment, le Québec comptera un million de moins de jeunes qu'en 1971.
- Certaines régions du Québec, comme la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine, la Côte-Nord et l'Abitibi-Témiscamingue pourraient compter de 40% à 50% moins de jeunes en 2026 qu'aujourd'hui.

EN BREF

Avez-vous lu?

**Les publications
du Conseil**



Avis (1999)

**L'accès des jeunes à la
fonction publique
québécoise : Place à la relève!**

Dans cet avis datant de 1999, le CPJ invitait le gouvernement à amorcer un virage jeunesse, à préparer dès maintenant la relève pour qu'elle prenne le relais des nouveaux retraités. Le CPJ rappelait l'importance du transfert de connaissances entre jeunes et moins jeunes.

POUR NOUS JOINDRE



12, rue Sainte-Anne, 2^e étage
Québec (Québec) G1R 3X2

Téléphone : 1 (418) 644-9595
Sans frais : 1 800 363-1049
Télécopieur : 1 (418) 646-0798

conseil.jeunesse@cpj.gouv.qc.ca
www.cpj.gouv.qc.ca